



ARRÊTÉ DU MAIRE N°T 2024-01-07A

ARRETE ANNUEL

Objet : Réglementation du stationnement et de la circulation dans toutes les rues de la commune de Gournay-sur-Marne
Interventions ponctuelles - Etude sur les réseaux d'assainissement de la commune

Le Maire de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2,

VU le Code de la route l'article R 417 -1, R 417-5, R 417-8, R 417-10, R 417-11, R 417-12 et R 325-1,

VU la Circulaire ministérielle n° 188 du 7 Avril 1967 relative aux pouvoirs de police confiés aux Maires en matière de circulation,

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – huitième partie signalisation temporaire,

VU l'Instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée par l'arrêté du 15 Juillet 1974, par la Circulaire n°68-103 du 30 Octobre 1968 et par l'arrêté du 24 novembre 1967, modifié par les arrêtés des 17 octobre 1968 et 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971 et 10 Juillet 1974,

CONSIDÉRANT qu'en raison **d'interventions ponctuelles** (visites de réseaux, levés topographiques, installation temporaire de points de mesures,...) sur les **réseaux d'assainissement**, par la société Setec Hydratec (11 rue Georges Charpak, 77127 LIEUSAIN) et ses partenaires agréés (CIG, WEGEO), dans le cadre de la réalisation d'un Schéma Directeur d'Assainissement et un zonage des eaux usées et pluviales, il est nécessaire de prendre les mesures d'ordre général propres à assurer le bon déroulement de ces travaux et la sécurité publique,

CONSIDÉRANT que des mesures restrictives temporaires doivent être apportées, portant sur la réglementation du stationnement et de la circulation, **dans toutes les rues de la commune**,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Du 2 janvier 2024 au 31 décembre 2024 inclus, le stationnement est considéré comme gênant, dans la zone balisée des travaux entrepris, de part et d'autre de la zone d'étude, au fur et à mesure de l'avancement de ce dernier **dans toutes les rues de la commune**.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2 : Pendant la durée de l'intervention, la circulation des véhicules sera réduite à une seule voie de passage, organisée par demi-chaussée en alternance. La circulation sera gérée par un alternat manuel, par panneaux ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, afin de conserver la fluidité du trafic automobile.

.../...

La circulation des véhicules sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Pendant la durée des travaux, la circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité. La société Setec Hydratec et ses partenaires agréés (CIG et WEGEO) en charge des travaux assureront, si besoin, la déviation des piétons sur le trottoir opposé aux travaux. Les piétons emprunteront le cheminement mis en place par l'entreprise.

ARTICLE 4 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992. Le pétitionnaire sera seul responsable des accidents pouvant survenir du fait de la mauvaise implantation, de l'apposition de panneaux non appropriés et/ou du mauvais entretien de la signalisation. Le présent arrêté sera affiché sur le domaine public au minimum 48 heures avant le début de l'intervention, par la société Setec Hydratec et de ses partenaires agréés (CIG et WEGEO).

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig, 93100, Montreuil) dans un délai de deux mois à compter sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit.

ARTICLE 6 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire de Noisy-le-Grand, le Commandant de la BSPP de Noisy-le-Grand, Madame la Directrice des Services Techniques, le Responsable de la Police Municipale de Gournay-sur-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE
Compte tenu de la publication le :
2 janvier 2024



Fait à Gournay-sur-Marne,
le 21 décembre 2023

L'adjoint au Maire
chargé du Cadre de Vie
Delphine SCHLEGEL